

ECRICOME PREPA 2024

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

RAT

CHARLES

Note de délibération : 20 / 20

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

R A T

Prénom(s)

C H A R L E S

20 / 20



Épreuve : HGGMC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 01 /

Numéro de table 023

Questions (16) :

1. « On ne peut plus ignorer l'Afrique. C'est au sud du Sahara que se trouvent la démographie et la croissance économique de demain », écrivait Nicolas Normand. En effet, ce continent est, de par sa population jeune et en forte croissance, le continent le plus prometteur pour les prochaines décennies en termes de création de nouvelles opportunités économiques. Ainsi, les nouvelles puissances émergentes ne s'y trompent pas en souhaitant investir sur ce continent. Force est d'abord de constater que les littoraux sont largement en tête de cette nouvelle « ruée vers l'Afrique », à l'instar de Libreville au Gabon, qui a fait l'objet d'investissements en infrastructure, notamment portuaires. Il faut dire aussi que l'Afrique est l'objet également d'investissements massifs et croissants de la part des étrangers, qu'il s'agisse, comme vu précédemment pour y construire des infrastructures, ou pour y capter des ressources, ressemblant ainsi davantage à ce qui avait caractérisé la « ruée vers l'Afrique » originale. En outre, ces présences étrangères, qu'elles se traduisent physiquement ou financièrement, sont devenues parties, en Afrique subsaharienne notamment.

2- Dans sa stratégie globale de conquête du monde avec les « Nouvelles Routes de la Soie » (BRI), la Chine accorde une grande place au continent africain.

Étant un pays aux besoins croissants, le pays de Xi Jinping est avant toute chose intéressé par les ressources présentes en très grande quantité dans les sols africains. Pékin a par exemple mis la main sur une grande partie des mines de cobalt en République Démocratique du Congo.

Ces ressources servent également souvent de moyen de bâtir ensuite des infrastructures, notamment de transport, ce qui pour le régime du PCC présente l'avantage de créer les conditions de l'acheminement des ressources et des marchandises afin de faire du continent un marché émergent dont la Chine est amenée à devenir le premier fournisseur et à faire ~~de~~ lors des ports et autres pays des points d'étapes des routes chinoises. On peut citer l'exemple de la ligne de chemin de fer Djibouti - Addis-Abeba, qui relie le détroit de Bab-el-Mandeb au cœur de l'Afrique.

Enfin, la Chine souhaite s'affirmer militairement sur le continent en multipliant les présences de troupes et en installant sa flotte principale base à l'étranger, à Djibouti.

3- La présence russo-chinoise en Afrique, qui est toujours plus prégnante, peut se lire comme la volonté des Suds émergents de s'affirmer dans un Sud encore inégalement émergent. Dans le

même pays, elle traduit symboliquement le remplacement des anciennes puissances coloniales européennes par des « puissances » du Sud Global, selon les mots de Vladimir Poutine. On constate ainsi l'impitoyable renouement du poids commercial de la France et de la Chine en Afrique entre 1990 et 2022, à l'instar du Gabon, pour qui la France ne représente plus que 7,4% aujourd'hui contre 37,4%. Il y a 30 ans alors que la Chine est présente dans le même pays de 0,6 à 38,8%. De même, les rapprochements entre la Russie et les pays d'Afrique de l'Ouest, favorisés par le travail de sape de Wagner et de la propagande RT et Sputnik, représentent un renversement d'alliances en Afrique francophone et ont pour conséquence des coups d'état, comme celui au Mali, et la fin de la coopération régionale (G5 Sahel).

Sujet (114): L'Afrique au XXI^{ème} siècle : de nouvelles dépendances post-coloniales ?

La décision, annoncée par les régimes putschistes le 30 janvier 2024, des Mali, du Burkina Faso et du Niger de quitter volontairement la CEDEAO, la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest, a provoqué une onde de choc dans la région, jetant entre autres un flou sur les relations avec leurs voisins ou encore sur le sort des ressortissants, comme s'en est émue la Côte d'Ivoire. Cependant, cet événement n'est en réalité que l'aboutissement, en Afrique de l'Ouest, d'un long cycle de coups d'État depuis 2019, lesquels ont, par leur majorité d'entre eux, à voir avec l'impérialisme de Moscou. Cela vient démontrer de manière éclatante de quelle manière de nouvelles puissances investissent ce continent plein d'opportunités qui, s'il ne amène en richesse à l'heure actuelle que 2500 milliards de dollars, s'étend

sur plus de 30 000 000 de km² et compte une population d'1,46 milliard d'habitants, chiffre encore amené à partir. Dans ce contexte, le continent fait l'objet de convoitises nouvelles. En effet, si l'Afrique a déjà pu le paraître, entre la fin du XIX^è siècle avec la Conférence de Berlin (1885) et l'ère de décolonisation, fait l'objet d'une période de colonisation, le continent était amené, à partir des années 1950 et 1960, à s'élever de ses tuteurs. Et en effet, dans une certaine mesure, les anciennes puissances tendent à jouer un rôle moins important depuis ces dernières décennies. Or, cela ne s'est fait qu'au prix de nouvelles velléités, venues du « Sud global », qui, si elles n'aboutissent pas à coloniser à proprement parler, comptent bel et bien devenir des puissances très influentes dont l'Afrique serait dépendante dans sa phase d'émergence et face aux crises qui la secouent.

Ainsi, comment expliquer que l'Afrique, continent décolonisé et porteur d'émergence, se retrouve à nouveau aujourd'hui enfermé dans un cycle de dépendance et de dépendance vis-à-vis de nouvelles puissances, présageant une nouvelle forme d'impérialisme au XXI^è siècle sur le continent ?

L'Afrique reste actuellement un continent en proie aux convoitises et aux impérialismes, anciennes comme plus récentes (I). Cette incapacité pour le continent d'en sortir s'explique par son caractère éminemment vulnérable dont les nouveaux impérialismes usent pour avancer leurs intérêts (II). Toutefois, l'Afrique ne peut-elle pas bien profiter de ces réalités pour, à la manière du « non alignement actif », latino-américain, recréer sa puissance en défiance ? Un continent qui a les moyens d'éliminer ces « néocolonialismes » pour s'affirmer, à petite comme à grande échelle (III).

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

R A T

Prénom (s)

C H A R L E S

20 / 20



Épreuve : HGGMC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 023

Commencez à composer dès la première page.

L'Afrique apparaît aujourd'hui incontestablement comme un continent faisant l'objet de velléités prédatrices dont elle devient dépendante, pas en état entre des anciennes puissances toujours présentes et relativement influentes (A) et des acteurs émergents qui déplacent leur présence et leur influence (B), en chassant les premiers par le pouvoir de l'information (C).

Il serait trop simpliste de penser que le continent africain s'est débarrassé des anciennes puissances coloniales au moment des indépendances. En effet, les empires coloniaux déchus gardent à bien des égards des traces de cette présence passée. Dans le cas de la France, c'est par exemple la langue qui demeure aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest notamment, un attribut de soft power qui est cultivé par des sommets de la Francophonie et l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie). De même, Total, anciennement une Compagnie nationale, s'affiche à leur face par ses parrainages et par son sponsoring de la CAN, Coupe d'Afrique des Nations. Enfin, le franc CFA est une monnaie directement issue de l'ère coloniale. Cette présence résistante de l'Empire colonial est vivement critiquée par les pays concernés eux-mêmes, qui dénoncent une « francophonie » et souhaitent se débarrasser de cette empire, parfois qualifiée de « néocolonialisme ».

À ce titre, de nouvelles puissances investissent le continent africain. En effet, des puissances émergentes, ayant pris leur essor au tournant du siècle dernier, tentent de s'affirmer comme de véritables leaders globaux sur la scène internationale. L'Afrique, un continent si porteur et prometteur, est donc un moyen idéal de venir contester la domination occidentale, sur un continent dont les frontières mêmes ont été dessinées par la « ruée vers l'Afrique originelle ». Ainsi, des pays tels que la Chine et la Russie développent des projets, notamment des infrastructures, dont les pays africains, pour la plupart en situation de mal développement, accueillent favorablement tant elles en ont besoin. À cet égard, l'Éthiopie, pays située à proximité de la route maritime passant par le détroit de Bab-el-Mandeb et la mer Rouge, est idéalement située dans la stratégie chinoise des « Nouvelles Routes de la Soie ». Ainsi, même si en apparence cette présence peut sembler émaner d'opportunités nouvelles au continent, lui donner une alternative, cela ne fait passer l'Afrique que d'une dépendance à une autre.

Si ces mêmes puissances émergentes parviennent à s'implanter et s'imposer par leurs investissements, ces néo-impérialismes n'hésitent pas non plus à se servir du pouvoir de l'information afin de jouer sur les représentations des acteurs africains et les faire converger vers leurs intérêts. La Russie de Vladimir Poutine semble ainsi s'illustrer, depuis les années 2010, comme une puissance se servant de sharp power, ce pouvoir de propagande et de

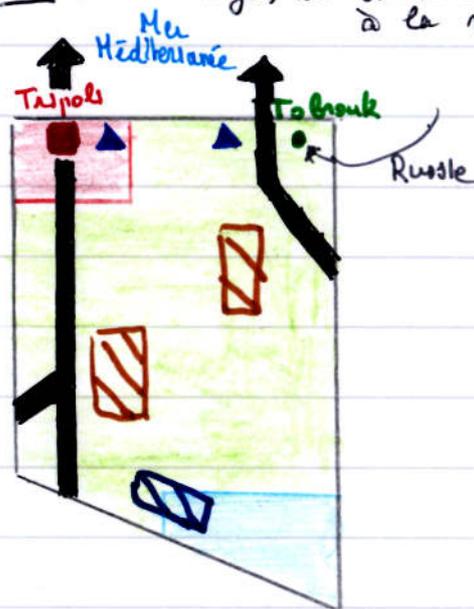
désinformation destinée à saper les intérêts d'un autre pays. En effet, Moscou s'est employé à déployer une propagande via des médias proches du Kremlin, entre autres RT et Sputnik, dans le but d'imposer le récit anti-France, notamment dans les pays d'Afrique de l'Ouest et au Sahel, et plus généralement contre l'Occident, en se présentant comme un partenaire d'égal à égal avec les États africains quand en réalité le pouvoir russe a pour fin de remplacer la France et les Occidentaux dans la région en s'implantant militairement et en créant aux passages, en lien avec la désinformation, les conditions de coups d'état, qui se multiplient depuis 2019, au profit de régimes plus favorables aux intérêts de Moscou.

S'il est possible de se rendre compte que l'Afrique devient un continent moyauté par les nouvelles puissances, qui profitent de, et perpétuent le déclin occidental sur ce continent, ce cycle, dans lequel le continent africain est enfermé, est en fait généré et entretenu par des poly crises qui empêchent le continent de sortir des dépendances durables. Les ressources, dont le continent est riche, sont ainsi sources de convoitises et de tensions (A), lesquelles génèrent un engrenage et un enchevêtrement de conflits en Afrique (B), ce qui tend à perpétuer, avec l'appui des néo-impérialismes, le maintien d'échecs économiques et politiques corrompus (C).

« Le Congo est un scandale géologique », dénonce le géopolitologue Philippe Hugon. En effet, selon l'auteur français, il est indécent que des pays aussi dotés de ressources comme la RDC soient autant en mal de développement. Cela illustre une difficulté plus globale du continent africain, et en particulier de certains pays particulièrement riches en hydrocarbures ou autres minerais, à se servir de ce capital naturel pour s'insérer dans la mondialisation. Il s'agit de

La « malédiction des matières que décrit Philippe Chalmès dans le livre du même nom, le fait que des pays riches en matières premières vont en devenant dépendants et peinent à réellement se diversifier, ce qui a dans le même pays pour conséquence d'attirer des puissances prédatrices venues faire du level playing. En outre, ces ressources desservent aussi les pays qui en détiennent dans la mesure où elles font l'objet des tensions et rivalités, à l'instar du barrage de la Renaissance, construit avec l'aide de la Chine, qui doit permettre à l'Éthiopie de capter l'eau du Nil en amont mais qui est vivement contesté par l'Égypte, ce qui peut ensuite à Pékin de se proposer comme médiateur et de rester ainsi en permanence au cœur des rapports de force internes pour y placer ses intérêts.

Titre: La Libye, un territoire morcelé à la merci des ingérences



I) Un territoire morcelé...

- Gouvernement officiel
- «Armée nationale libyenne»
- Milices tribales et brigades
- Terrorisme djihadiste
- Capitale officielle
- Siège de l'ANL

Sources: Le Monde, Les Clefs du Moyen-Orient, 2023

II) ... détenant des ressources et victime d'ingérences

- Gisements d'hydrocarbures
- Terminals pétro-gaziers
- Soutien aux rebelles
- Migration

Ces tensions et ces rivalités sont le terrain fertile du déclenchement de conflits, qui ensuite se perpétuent et s'autoalimentent.

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

R A T

Prénom (s)

C H A R L E S

20 / 20



Épreuve: HGGHC

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille /

Numéro de table

À ce titre, la Libye est un exemple par excellence. En effet, d'abord dirigé d'une main de fer par le général Khadafi entre les années 1970 et 2000, le souffle des printemps arabes a fini par faire tomber un régime qui basait, soit dit en passant, une majeure partie de son influence sur ses ressources en hydrocarbures. Si l'intention des occidentaux était de créer un système démocratique dans l'ancienne possession italienne, il n'en a rien été, puisqu'une guerre a rapidement éclaté, en 2014, entre plusieurs factions prétendant être toutes plus légitimes l'une que l'autre, ce qui maintenant, malgré un cessez-le-feu initial en août 2020, un pays déchiré, entre un gouvernement officiel basé à Tripoli, l'«Armée nationale libyenne» auto-proclamée du maréchal Haftar, basé à Tobrouk, qui est soutenu financièrement et militairement par Moscou, ainsi que des milices tribales et touaregs au Sud, auxquels se rajoutent en filigrane un développement du terrorisme djihadiste. Par le cas libyen, on comprend donc aisément comment l'enchevêtrement des conflits, cette notion de straddling développée par Philippe Hugon, peut faire de pays des États faibles à la merci des nouveaux impérialismes, notamment russes et chinois.

Ces nouveaux impérialismes profitent des lors, qu'ils aient joué un rôle ou non dans la déstabilisation des dits États, d'une situation

de vulnérabilité très forte de la part d'États dénués de légitimité. Ainsi, les nouvelles puissances émergentes en Afrique vont pouvoir placer à leur guise et maintenant au pouvoir des régimes corrompus, favorables aux intérêts du pays impérial en question. C'est le cas avec la faction « ANL » du maréchal Haftar par la Russie au Maghreb, mais également en Afrique de l'Ouest où les régimes putschistes burkinabés ou encore maliens ont procédé à un rapprochement diplomatique et économique substantiel avec Moscou. Ces « Kleptocrates », selon ^{le terme de} Jared Diamond, sont donc la garantie du maintien du continent africain dans la dépendance, d'une dépendance à l'autre.

L'Afrique est par conséquent maintenue dans un arc de crises afin de créer et de perpétuer la précarité et la dépendance. Le continent ne peut-il toutefois pas se servir de cette compétition sur son sol, de cette « nouvelle ruée vers l'Afrique » pour construire des modèles d'émergence originaux qui lui permettent in fine de sortir durablement de la dépendance post-coloniale ? Certains pays parviennent à leur propre échelle à capter les investissements étrangers et les faire fructifier pour s'imposer comme des pôles de croissance (A), quand les « Lions africains » et l'intégration régionale permettent aux pays africains une approche plus coordonnée face aux velléités étrangères (B). Finalement, la « Chimée africaine » est-elle un rêve auquel le continent peut prétendre ? L'Afrique, un nouvel

acteurs en jeu dans le jeu des puissances au XXI^{ème} siècle (C).

Si l'Afrique comme continent semble connaître des difficultés à réellement s'intégrer dans les flux mondiaux et à émerger, cela ne doit pas faire oublier les réussites de certains pays qui, au lieu de subir ces contraintes étrangères, en ont fait une force. Le petit État de Djibouti a par exemple pleinement exploité son positionnement géographiquement stratégique, aux portes de la mer Rouge, pour devenir un lieu abritant de nombreuses bases militaires, qu'elles soient chinoises, éthiopiennes et même françaises. En apparence de l'implémentation de puissances étrangères, cela offre à Djibouti des opportunités d'influence inégales dans la région de la corne de l'Afrique. Sur un autre registre, le Rwanda, pays traumatisé par le génocide de 1994, a fait du sport un instrument de son soft power, en captant les investissements sur des hectares de golf sur son sol pour aujourd'hui mener à son tour des campagnes d'influence, via le sponsoring d'Arsenal ou du Paris Saint-Germain.

De même, si les États seuls paraissent parfois trop vulnérables face aux moyens déployés par Pékin ou Moscou, l'intégration régionale représente une échelle tout à fait adaptée pour être en mesure d'imposer à ces puissances impérialistes un rapport de force plus équilibré et ainsi obtenir des décisions d'investissement plus favorables à leurs intérêts propres. La dépendance, par exemple, des pays africains aux investissements de puissances étrangères, pourrait être compensée par une poursuite des approfondissements du libre échange au sein d'organisations comme la CEEAO, qui évolue en parallèle du remplacement du Franc CFA par l'Eco depuis plusieurs années. Dans la même veine, cela offre l'opportunité aux « lions africains », i.e. le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola, qui représentent 65% du PIB africain, de devenir des interlocuteurs

internationaux politiquement parlant.

Au vu de ses promesses, de sa démographie, l'Afrique est sans aucun doute amenée à devenir un pôle majeur de la mondialisation hôt ou hand. Pourrait-elle alors, en suivant la prophétie de Jean-Joseph Barlet, devenir une puissance majeure dans un nouvel ensemble appelé « Chimindafrique » ? Ainsi, les relations entre les nouvelles puissances prédatrices pourraient se muer en un partenariat global, voire une alliance, et ce et du moins possible d'en percevoir des signes, tels que l'intégration de l'Égypte et de l'Éthiopie dans les BRICS+, le 1^{er} janvier 2024, ou encore de l'annonce par Narendra Modi, le premier ministre indien, que l'Union Africaine s'appretait à devenir le 21^{ème} membre du G20.

En somme, l'Afrique demeure en ce début de siècle un continent marqué par des nations prédatrices et des convoitises qu'elle maintient dans un état de dépendance, avec l'apparition de nouveaux acteurs tels que la Chine ou la Russie. Ces mêmes puissances profitent d'un contexte africain régi par des polycrises maintenues et favorisées par ces néo-impérialismes pour affirmer leur présence et leur influence. Néanmoins, ce continent si pauvre et promis à différentes échelles, les défis, pour se soustraire de ces intérêts pour émerger et transformer son rapport avec les puissances étrangères, sortir de la dépendance de laquelle le continent n'est jamais vraiment sorti depuis l'ère des indépendances pour, après s'être débarrassé au XX^{ème} siècle, enfin s'autonomiser au XXI^{ème} siècle.